

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1450

Artikel: Socio-libéralisme : l'économie sourit aux courageux
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026260>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie sourit aux courageux

Homme libre à l'esprit agile, Beat Kappeler signe un livre qui lui ressemble: intelligent, agaçant, imparable. Et tellement subtil que le lecteur flaire par moments le sophisme. Essai d'analyse.

BEAT KAPPELER EXERCE un métier rare en Suisse romande: celui de «publiciste», plus essayiste que journaliste, souvent conférencier à succès aussi. Parfois attaché à une rédaction pour assurer l'ordinaire (à la *Weltwoche* dans le cas de B.K.), le publiciste vit de sa plume, de sa parole, de sa pensée, qu'il doit avoir également pointues, séduisantes, provocantes, paradoxales. Volontiers non conformiste, le publiciste se veut inclassable, réservant ses commentaires et ses exigences les plus sévères à ceux qui pourraient passer pour ses amis.

Ancien secrétaire central de l'Union syndicale suisse (de 1977 à 1992), Beat Kappeler s'intéresse toujours aux problèmes du travail et de son marché, qu'il ne voit pas comme ses successeurs à la Monbijoustrasse 61. Quand l'USS réussit, comme samedi dernier à Berne, une belle démonstration de force, Beat Kappeler applaudit au spectacle de rue mais ne donne pas cher des propos tenus à la tribune des orateurs.

Les revendications des manifestants – revalorisation des salaires, défense du service public, retraite à la carte, imposition des gains en capital – lui paraissent largement dépassées, comme les références et les représentations sur lesquelles elles se fondent.

Contre les idées reçues

Bien sûr, reconnaît Kappeler, les salariés ont droit eux aussi à goûter aux fruits de la relance, d'autant que la crise leur a coûté cher, en termes d'emplois perdus et de revenus paumés par milliards. Tandis que les investisseurs étaient choyés, les travailleurs se faisaient duper. Il faut mettre fin à cette inégalité de traitement entre les actionnaires et les salariés. Puisque les yeux restent rivés sur la chère «*shareholder value*», le travail doit lui aussi toucher les dividendes du capital. Un Suisse sur trois est actionnaire? A la bonne heure, cela veut bien dire que les salariés ne craignent plus de participer au grand jeu et à la vaste compétition économique dont tous profitent.

Mais oui, tous. Car Beat Kappeler s'en prend dès le premier chapitre de son nouveau livre* – dont le sous-titre pourrait se traduire par «Plaidoyer pour un avenir délivré des idées reçues» – à un schéma cher à la gauche:

celui de la répartition des richesses et du travail, de l'Etat redistributeur, du gâteau à redécouper en tranches assez fines pour que tout le monde en ait sa part. Le financement d'un tel système par les charges sociales et fiscales tend à peser sur les salaires dans une mesure insupportable, démoralisante même pour tous les acteurs, patrons, salariés et personnes sans emploi.

Comparaisons avec les USA

En Allemagne, toutes charges déduites, le salarié touche effectivement le 49% de son salaire brut, soit un pouvoir d'achat net de 41%, compte tenu des taxes à la consommation. Les proportions correspondantes sont de 70% et de 65% aux USA. Inversement, un chômeur (peu qualifié) touche en Allemagne le 77% de son revenu antérieur après un mois sans emploi, et encore 80% après 59 mois. En Suisse, les taux sont encore plus élevés: 86% et 91%. Aux Etats-Unis en revanche, le même chômeur doit se contenter de 60% au début et voit son indemnité descendre à 42% après deux ans et demi.

En clair, l'Europe décourage le retour au travail, tandis que les USA, en appliquant à large échelle l'impôt négatif introduit par Reagan du temps où il gouvernait la Californie, incite fortement les travailleurs à accepter un nouvel emploi, peut-être moins rémunéré mais aussi moins chargé que le précédent. Et voilà pourquoi le taux de chômage reste durablement inférieur aux USA à celui qui sévit dans les pays européens. On ne discutera pas les chiffres, mais le lien de causalité reste à démontrer.

Toujours à l'aide d'exemples choisis et de comparaisons pertinentes, Beat Kappeler met son immense savoir économique et historique, son exceptionnelle capacité d'analyse et sa totale indépendance d'esprit au service d'un projet de société socio-libérale dégagée de tous les schémas de pensée.

Tant de liberté a de quoi séduire le lecteur mais aussi tout ce qu'il faut pour horripiler la gauche politique et syndicale. Reste à savoir si elle pourra longtemps esquiver le débat. *yj*

*Beat Kappeler, *Wirtschaft für Mutige – Plädoyer für eine Zukunft jenseits des Schablonendenkens*, Frankfurt Allgemeine Buch, 2000.